Nombre de présents		
<i>Nombre de membres en exercice</i>	<i>Nombre de membres présents</i>	<i>Nombres de suffrages exprimés</i>
22	14	16
<i>Quorum : 12</i>		

Date de la convocation
Le 28 mars 2024

**Commune de CHATEAU-LANDON
PROCES VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL**

Mardi 2 avril 2024 à 21h

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, Salle Pascale Pinguet, sous la présidence de Mme Valérie LAGILLE, Maire.

Étaient présents : Mme Valérie LAGILLE – Mme Cristèle VIEZZI – M. Frédéric BAUDOUIN – Mme Sophie GOUSSERY – M. Alain RODRIGUEZ – Mme Marie-Christine MASSON – M. Serge PEREIRA – Mme Geneviève POMMEREAU – Mme Florence GUIGNON – Mme Christine PITTION – M. Bertrand GAGNON – M. Michel ETTLIN – M. Jean-Hubert FRISON – Mme Gwenaëlle LEGROS.

Étaient excusés : Mme Lucette FARE (**pouvoir à M. Michel ETTLIN**) – Mme Sylvie STITI (**pouvoir à Mme Gwenaëlle LEGROS**) – Mme Rosa ALVES.

Étaient absents : M. Frédéric COMBE – Mme Marie-Christine REDON – M. Sébastien BAUDEMONT – M. Benjamin BUSIGNIES-BOGANDA – M. Lionel CORNICHON.

Secrétaire de séance : Mme Florence GUIGNON.

1. Délibération n°2024.02.07- Désignation d'un secrétaire de séance.

Vu l'article L. 1111-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les articles L.2121.15 et L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le règlement intérieur du Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**.

DÉSIGNE Madame Florence GUIGNON en qualité de secrétaire de séance.

2. Délibération n°2024.02.08 - Approbation du compte rendu de la séance du 28 février 2024.

Vu l'article L.2121.15 Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Procès-verbal annexé,

Considérant que le Procès-verbal de la séance du Conseil Municipal du 28 février 2024 a été transmis aux membres du Conseil Municipal ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**.

APPROUVE le Procès-verbal de la séance du 28 février 2024.

Informations

↳ **Report du point n°20 de l'ordre du jour** « Étude du rapport d'activité 2021-2022 de la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing (CCGVL) ». M. Jean-Jacques HYEST, président de la CCGVL, n'ayant pu présenter le rapport d'activité 2021-2022 ce jour, il est proposé de reporter ce point à un conseil municipal ultérieur.

↳ **Report du point n°22 de l'ordre du jour** « Promesse synallagmatique de bail emphytéotique sous conditions suspensives entre la Commune et la Générale du Solaire en vue de la réalisation d'une centrale photovoltaïque ». La Générale du Solaire a présenté le projet en commission générale le 28 mars dernier et a adressé un projet de promesse que nous avons soumis à la juriste de la Communauté de Communes. Le projet mérite d'être affiné c'est pourquoi ce point est reporté au prochain conseil municipal.

↳ **Plan local d'Urbanisme** : réception d'un avis défavorable de la Préfecture sur le projet de PLU aux motifs principaux suivants :

- incompatibilité des objectifs de programmation foncière et de possibilité d'extension économique avec l'enveloppe allouée par le SCoT qui est dépassée de 4 ha ;
↳ *Cela revient à dire que l'activité économique sur Château-Landon ne pourra plus se développer !*
- l'atteinte des objectifs de création de 320 logements à horizon 2030 n'est pas assez clairement démontrée ;
- le secteur Npv (secteur devant accueillir la centrale photovoltaïque) comprend pour partie des parcelles dont la vocation agricole est avérée ce qui n'est pas compatible avec le SCoT.
↳ *Un travail de vérification doit être réalisé sur ce point.*

Cela remet en cause toute la procédure. Le PADD doit être modifié et débattu à nouveau lors du prochain conseil municipal. La délibération de décembre 2023 portant « arrêt du Plan Local d'Urbanisme » doit être annulée. Un travail complémentaire doit être réalisé avec SYNTHESE ARCHITECTURE qui nous accompagne dans cette révision du PLU.

↳ **Projet de construction de la gendarmerie** :

- Pour donner suite à l'avis défavorable de la Préfecture sur le projet de révision du PLU, le permis de construire de la gendarmerie tel qu'il a été déposé en fin d'année 2023 se verra refusé par les services instructeurs de la Préfecture. En effet, le zonage inscrit au PLU actuel n'est pas compatible avec ce projet de construction (zonage actuel : 2AU. Zonage prévu au futur PLU : AU).
- Réception de l'ordonnance du Tribunal judiciaire de Montargis (juge des tutelles) qui rejette l'échange projeté avec Jean CHAUSSY. Des décisions vont devoir être prises sur le choix du terrain qui accueillera la future gendarmerie.

↳ **Projet de travaux de rénovation de la voirie du vieux bourg** : une consultation va être lancée afin de sélectionner un maître d'œuvre qui réalisera l'étude du projet global. Des choix seront également à faire afin de maîtriser le budget communal notamment pour tenir compte d'autres projets importants (exemple : travaux de réhabilitation énergétique de l'école maternelle).

↳ Le Premier Ministre a décidé, le 25 mars 2024, de rehausser le **plan Vigipirate** à son niveau le plus élevé « Urgence attentat » sur l'ensemble du territoire national. Cette posture Vigipirate maintient les mesures spécifiques sur les lieux éducatifs et porte un effort particulier sur les événements et bâtiments culturels et culturels. Sont donc renforcés la surveillance aux abords des établissements publics, éducatifs, sportifs, culturels et culturels ainsi que le contrôle des accès des personnes, des véhicules et des objets entrant dans ces bâtiments.

↳ **Ecoles :**

- Un beau projet est en cours sur le thème de l'olympisme : « de Château-Landon à Olympie ». Il devrait se dérouler le jeudi 16 mai 2024 avec l'ensemble des élèves des écoles maternelle et élémentaire ainsi que les 6^{ème} du collège ;
- L'ensemble du personnel communal des écoles a été sensibilisé au protocole PHARE. Il s'agit d'un plan de prévention du harcèlement et du cyberharcèlement entre élèves mis en place au niveau national dans l'enseignement primaire et secondaire. Merci à Florence GUIGNON qui a pu dispenser cette « formation » aux agents, ce qui a également permis un temps d'échange sur ce thème d'importance ;
- Avis favorable du SDIS lors des visites de sécurité pour nos deux écoles. La commission de sécurité se réunit à la Sous-préfecture début mars 2024 pour rendre l'avis final ;
- Une campagne a été lancée cette semaine afin de sensibiliser les parents sur les problèmes de stationnement devant les écoles. Des banderoles « Votre école n'est pas un drive, « oui » à la sécurité, « non » aux incivilités » ont été installées devant les écoles et le gymnase ce jour ;
- Réception d'un courrier de l'IEN concernant le déploiement de l'ENT dans les écoles élémentaires de l'académie de Créteil. Les licences d'ENT et de ressources numériques sont prises en charge par l'IEN jusqu'en juin 2025 mais la municipalité devra reprendre la fourniture de l'ENT au cours de l'année 2024/2025 afin de garantir la continuité du service rendu. Ce sera une charge supplémentaire pour la Commune.

↳ **Fibre** : traitement des sites isolés par Seine et Marne Numérique (1% du volume total des prises qui étaient exclues du contrat de délégation initial). Le comité syndical de Seine et Marne Numérique a en effet décidé de rendre raccordable ces sites. Huit prises seraient concernées à Château-Landon. Calendrier du déploiement : démarrage des travaux au 4^{ème} trimestre 2025 avec une ouverture commerciale estimée au 3^{ème} trimestre 2026.

↳ **Subventions accordées** : nous venons d'être informés du subventionnement par la Région Ile de France de deux dossiers déposés en 2023 :

- Réfection de la fosse creusée dans la salle de gymnastique : travaux estimés à 20 769 € HT – subvention accordée d'un montant de 4 153 € (20%) ;
- Acquisition d'un véhicule dans le cadre de la lutte contre les dépôts sauvages (fonds propreté) : 92 900 € - subvention accordée d'un montant de 55 740 € (60%), subvention maximale pouvant être obtenue.

↳ Réunions houleuses du **Comité syndical des installations sportives de Nemours et St Pierre**. Une augmentation de la contribution de 10% a malgré tout été validée par le comité (passage de 702 à 772 €). Cette hausse est principalement justifiée par le syndicat :

- par une forte hausse du coût des fluides ;
- par un litige devant les prud'hommes avec un agent du Syndicat ;
- par le non versement de la contribution par la Commune de Château-Landon.

Pour information, le Tribunal n'a toujours pas statué sur notre requête déposée en juin dernier. Pour cela, il est nécessaire que le Syndicat dépose ses propres conclusions !

↳ Un film/reportage d'environ 25 minutes sera prochainement tourné à Château-Landon dans le cadre de l'émission « Mon beau village d'Ile de France » (diffusée sur Figaro TV).

↳ Notre Conseiller aux Décideurs Locaux (trésor public), M. ALLIOT, a présenté les ratios budgétaires 2023 de la Commune :

- **Le Coefficient d'Autofinancement Courant (CAC) :**

Le coefficient d'autofinancement courant mesure l'aptitude de la collectivité à autofinancer ses investissements, après avoir couvert ses charges et les remboursements de dettes.

☞ **Ratio CAC : 0,86** (• seuil d'alerte > 0,95 • seuil de criticité > 1,05).

- **Le Coefficient de Rigidité des Charges Structurelles (RIGID)**

Le ratio de rigidité des charges structurelles permet d'apprécier la proportion des dépenses « obligatoires », à savoir les charges de personnel, les contingents et participations (par exemple la participation de la commune aux services départementaux d'incendie et de secours) et les charges d'intérêts par rapport aux produits de fonctionnement réels. Plus ce ratio est élevé, plus la marge de manœuvre de la collectivité est faible.

☞ **Ratio RIGID : 49,75 %** (• seuil d'alerte > 50 %)

- **Le ratio de couverture des charges par le fonds de roulement, en nombre de jours de charges réelles de fonctionnement**

Le ratio de couverture des charges par le fonds de roulement, exprimé en nombre de jours ou en mois de charges réelles, permet d'apprécier la capacité de la collectivité à couvrir ses charges courantes par ses réserves, sans risque de rupture des paiements

☞ **Couverture du nombre de JOURS ou MOIS de charges par le FDR : 181 jours ou 6 mois** (• bonne gestion > 60 à 120 jours (> 2 à 4 mois) • seuil d'alerte < 60 jours (< 2 mois) • seuil de criticité < 30 jours (< 1 mois))

☞ **Fonds de roulement disponible après couverture du minimum conseillé de 60 jours (2 mois) de charges réelles : 953 071 €**

- **Le ratio d'endettement en années de produits réels de fonctionnement (END)**

Le ratio d'endettement permet d'apprécier le poids de la dette par rapport aux produits réels perçus par la collectivité sur un exercice.

☞ **Ratio END : 0.21** (• seuil d'alerte > 1,14 • seuil de criticité > 1,51)

- **La capacité de désendettement en années de CAF brute (DESEND CAF)**

La capacité de désendettement, également appelée ratio de solvabilité, permet d'apprécier le poids de la dette par rapport à la CAF brute et la capacité de la collectivité à recourir à l'emprunt. Ce ratio est primordial pour apprécier la situation financière d'une collectivité locale.

☞ **Ratio DESEND : 1.25** (• seuil d'alerte > 7 années • seuil de criticité > 10 années • plafond national de référence : 12 années)

- **Le ratio d'indépendance financière (INDEPENDANCE)**

Le ratio d'indépendance financière a pour objet d'analyser l'équilibre financier de la collectivité, en appréciant la part des dettes financières dans les ressources stables.

☞ **Ratio INDEPENDANCE : 0.02** (• seuil d'alerte > 0,10 • seuil de criticité > 0,15)

- **Le taux d'épargne brute**

Le taux d'épargne brute est un indicateur majeur de l'analyse de la solvabilité, qui complète l'étude de la capacité de désendettement. Il exprime la part des ressources courantes qui ne sont pas mobilisées par la couverture des charges courantes et qui sont disponibles pour rembourser la dette et pour investir.

☞ **Taux d'épargne brute : 16.54** (• bonne gestion > 15 % • seuil d'alerte < 10 % • seuil de criticité < 7 %).

➔ Travail en cours de la commission « cadre de vie-environnement » sur le dossier à constituer pour le passage du jury dans le cadre de l'obtention de la 2^{ème} fleur « Villes et villages fleuris ».

➔ Départ de la collectivité d'Aurélien PLAISANCE, responsable des services techniques, qui donne suite à une belle opportunité professionnelle. C'est Laurent AGNIER qui va prendre en charge les services techniques. Un remplacement est à prévoir pour le poste de Laurent AGNIER.

➔ **Dimanche 28 avril 2024 :**

- A 10 h : Cérémonie de citoyenneté en mairie (remise des cartes d'électeur aux jeunes de 18 ans).
- A 11h : Cérémonie du Souvenir des Déportés. Rendez-vous Place de l'Hôtel de Ville. Le verre de l'amitié sera servi à l'issue de la cérémonie (en mairie).

↳ La ville de Fontainebleau accueillera la flamme Olympique le 20 juillet 2024 au matin et propose aux communes de participer à cet évènement. Il nous est proposé de flécher un espace sur le parcours qui sera dédié à la Commune afin que nous puissions représenter les couleurs de la ville.

↳ La Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing organise la 3^{ème} édition « Objectif emploi » le 5 avril 2024 de 8h30 à 13h dans les locaux de la Communauté de Communes.

↳ Prochaine collecte de sang au foyer rural : le mardi 7 mai 2024 après-midi.

↳ **Prochaines animations :**

- Du 5 au 7 avril 2024 : journées européennes des métiers d'art mises en œuvre par l'association Histoire et Archéologie avec ouverture de la crypte de St Séverin et de la maison de la Pierre ;
- Exposition autour du jouet organisée par les Amis de l'Hôtel Dieu du 13 au 27 avril 2024 à l'espace culturel ;
- Théâtre au foyer rural le samedi 20 avril 2024 par la Troupe « Passion Vallée de Betz » ;
- Première course de caisses à savon folklorique le dimanche 21 avril 2024 dès 9h30 ;
- Randonnée pédestre le dimanche 28 avril 2024, organisée par le Comité des fêtes, départ à 9h parking rue de la Cave Calot.

↳ **Dates prévisionnelles de réunions :**

- **Lundi 8 avril 2024 à 19h** : Conseil communautaire.
- **Mardi 9 avril 2024 à 19h** : Conseil d'administration du CCAS.
- **Lundi 15 avril 2024 à 18h30** : Commission de travaux.
- **Lundi 22 avril 2024 à 9h** : Comité technique de phase 4 dans le cadre du Schéma Directeur d'Assainissement avec la commission eau et assainissement.
- **Mercredi 24 avril 2024 à 14h30** : Commission d'urbanisme.

3. Délibération n°2024.02.09 - Compte-rendu des décisions prises par le Maire dans le cadre de ses délégations.

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération 2020.03.31 du Conseil Municipal en date du 23 mai 2020, fixant la liste des délégations données au Maire,

Vu la délibération 2022.04.46 du Conseil Municipal en date du 20 juin 2022 et la délibération 2023.03.42 du Conseil Municipal en date du 11 avril 2023, accordant des délégations supplémentaires au Maire,

Considérant qu'en application de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame le Maire doit rendre compte des décisions qui ont été prises dans le cadre de ces délégations ;

N° Décision	Objet	Service
DEC2024_13_SUB	Demande de subvention de 751,80€ auprès Conseil Départemental pour une étude préalable à la restauration de deux statues.	Secrétariat du Maire

DEC2024_14_SUB	Demande de subvention de 20 000€ auprès Conseil Départemental (Amendes de police) pour réaliser deux aménagements rue Hetzel et rue Grande (Hameau de Mézinville).	Secrétariat du Maire
DEC2024_15_CIM	Concession de cimetière n°3012	Affaires Sociales
DEC2024_16_CIM	Concession de cimetière n°3013	Affaires Sociales
DEC2024_17_CIM	Concession de cimetière n°3014	Affaires Sociales

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

PREND ACTE des décisions prises en application des dispositions de l'article L.2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

4. Délibération n°2024.02.10 - Vote du compte administratif 2023 et du Compte de Gestion 2023 – Commune.

Le Compte Administratif pour l'exercice 2023, présenté en commission des finances élargie le 01 février 2024, a été rapproché du compte de gestion du Trésor public. L'examen de ces documents a permis de constater leur parfaite concordance.

Le Compte Administratif 2023 présente les résultats suivants :

En Fonctionnement

Recettes réalisées :	3 585 991.67 €	
Dépenses réalisées :	3 030 084.40 €	
Résultat de l'exercice :	555 907.27 €	d'excédent
Résultat reporté :	1 366 870.20 €	d'excédent
Résultat de clôture :	1 922 777.47 €	d'excédent

En Investissement

Recettes réalisées :	786 013.12 €	
Dépenses réalisées :	1 090 576.67€	
Solde d'exécution :	304 563.55 €	de déficit
Résultat reporté :	193 753.57 €	de déficit
Solde d'exécution de clôture :	498 317.12 €	de déficit

L'excédent global de clôture de l'exercice 2023 s'élève donc à **1 424 460.35 € d'excédent**.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver ce Compte Administratif ainsi que le Compte de Gestion du Trésor public.

Madame le Maire quitte la salle, laissant la présidence au doyen d'âge Madame Geneviève POMMERAU.

Celui-ci demande à l'assemblée de se prononcer chapitre par chapitre sur le compte Administratif 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 ainsi que le Compte de Gestion 2023.

5. Délibération n°2024.02.11 - Affectation du résultat de fonctionnement 2023 – Commune.

Le Conseil Municipal vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, en adoptant le Compte administratif qui fait apparaître :

- un solde d'exécution de clôture de la section d'investissement déficitaire de **498 317.12 €** ;
- un résultat excédentaire de clôture de la section de fonctionnement de **1 922 777.47 €**.

Par ailleurs, la section d'investissement laisse apparaître des restes à réaliser :

- en dépenses pour un montant de **129 768 €** ;
- en recettes pour un montant de **91 764 €**.

Le besoin net de financement de la section d'investissement peut donc être estimé à **536 321.12 €**.

Il est proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2023 :

- d'une part en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement compte-tenu des restes à réaliser, soit **536 321.12 €** ;
- d'autre part, en report de fonctionnement, soit **1 386 456.35 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉCIDE d'affecter le résultat 2023 de la section de fonctionnement de la façon suivante :

- **ligne 1068** : excédent de fonctionnement capitalisé : **536 321.12 €** ;
- **ligne 002** : résultat de fonctionnement reporté : **1 386 456.35 €**.

6. Délibération n°2024.02.12 - Vote du compte administratif 2023 et du Compte de Gestion 2023 – Service de l'eau Potable.

Le Compte Administratif du Service eau potable pour l'exercice 2023, présenté en commission des finances élargie le 01 février 2024, a été rapproché du compte de gestion du Trésor public. L'examen de ces documents a permis de constater leur parfaite concordance.

Le Compte Administratif 2023 présente les résultats suivants :

En Exploitation

Recettes réalisées :	209 458.80 €	
Dépenses réalisées :	38 036.52 €	
Solde d'Exécution :	171 422.28 €	d'excédent
Résultat reporté :	222 392.73 €	d'excédent
Solde d'exécution de clôture :	393 815.01 €	d'excédent

En Investissement

Recettes réalisées :	50 114.09 €	
Dépenses réalisées :	23 654.14 €	
Résultat de l'exercice :	26 459.95 €	d'excédent
Résultat reporté :	16 664.74 €	de déficit
Résultat de clôture :	9 795.21 €	d'excédent

L'excédent global de clôture de l'exercice 2023 s'élève donc à **403 610.22 €**.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver ce Compte Administratif ainsi que le Compte de Gestion du Trésor public.

Madame le Maire quitte la salle, laissant la présidence au doyen d'âge Madame Geneviève POMMERAU.

Celui-ci demande à l'assemblée de se prononcer chapitre par chapitre sur le Compte Administratif 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à **l'unanimité**,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 ainsi que le Compte de Gestion 2023 du Service eau potable.

7. Délibération n°2024.02.13 - Affectation du résultat d'exploitation 2023 – Service de l'eau Potable.

Le Conseil Municipal vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, en adoptant le Compte administratif qui fait apparaître :

- Un résultat excédentaire de clôture de la section d'investissement de **9 795.21 €** ;
- un résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de **393 815.01 €**.

La section investissement laisse apparaître des restes à réaliser pour cet exercice de :

- en dépenses pour un montant de **37 022 €** ;
- en recettes pour un montant de **0 €**.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de la section d'exploitation de l'exercice 2023 :

- d'une part, en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section investissement compte-tenu des restes à réaliser soit **27 226.79 €** ;
- d'autre part, en report de fonctionnement, soit **366 588.22 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à **l'unanimité**,

DÉCIDE d'affecter le résultat 2023 de la section d'exploitation de la façon suivante :

- **ligne 1068** : excédent de fonctionnement capitalisé **27 226.79 €** ;
- **ligne 002** : résultat de fonctionnement reporté : **366 588.22 €**.

8. Délibération n°2024.02.14 - Vote du compte administratif 2023 et du Compte de Gestion 2023 – Service de l'Assainissement Collectif.

Le Compte Administratif du Service de l'Assainissement Collectif pour l'exercice 2023, présenté en commission des finances élargie le 01 février 2024, a été rapproché du Compte de Gestion du Trésor public. L'examen de ces documents a permis de constater leur parfaite concordance.

Le Compte Administratif 2023 présente les résultats suivants :

En Exploitation

Recettes réalisées :	251 902.20 €	
Dépenses réalisées :	94 646.81 €	
Solde d'Exécution :	157 255.39 €	d'excédent
Résultat reporté :	296 227.84 €	d'excédent
Solde d'exécution de clôture :	453 483.23 €	d'excédent

En Investissement

Recettes réalisées :	241 707.94 €	
Dépenses réalisées :	174 658.84 €	
Résultat de l'exercice :	67 049.10 €	d'excédent
Résultat reporté :	22 742.73 €	de déficit
Résultat de clôture :	44 306.37 €	de déficit

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver ce Compte Administratif ainsi que le Compte de Gestion du Trésor public.

Madame le Maire quitte la salle, laissant la présidence au doyen d'âge Madame Geneviève POMMERAU.

Celui-ci demande à l'assemblée de se prononcer chapitre par chapitre sur le Compte Administratif 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**.

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du Service Assainissement ainsi que le Compte de Gestion 2023.

9. Délibération n°2024.02.15 - Affectation du résultat d'exploitation 2023 – Service de l'Assainissement Collectif.

Le Conseil Municipal vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, en adoptant le Compte administratif qui fait apparaître :

- un résultat excédentaire de clôture de la section d'investissement de **44 306.37 €** ;
- un résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de **453 483.23 €**.

La section investissement laisse apparaître des restes à réaliser pour cet exercice de :

- en dépenses pour un montant de **114 529 €** ;
- en recettes pour un montant de **45 963 €**.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'affecter le résultat de la section d'exploitation de l'exercice 2023 :

- d'une part, en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section investissement compte-tenu des restes à réaliser soit **24 259.63 €** ;
- d'autre part, en report de fonctionnement, soit **429 223.60 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

DÉCIDE d'affecter le résultat 2023 de la section d'exploitation de la façon suivante :

- **ligne 1068** : excédent de fonctionnement capitalisé **24 259.63 €** ;
- **ligne 002** : résultat de fonctionnement reporté **429 223.60 €**.

10. Délibération n°2024.02.16 - Vote du compte administratif 2023 et du Compte de Gestion 2023 – Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

Le Compte Administratif du Service Assainissement Non Collectif (SPANC) pour l'exercice 2023, présenté en commission des finances élargie le 01 février 2024, a été rapproché du compte de gestion du Trésor public. L'examen de ces documents a permis de constater leur parfaite concordance.

Le Compte Administratif 2023 présente les résultats suivants :

En Exploitation

Recettes réalisées :	2 882.33 €	
Dépenses réalisées :	2 307.30 €	
Solde d'Exécution :	575.03 €	d'excédent
Résultat reporté	17 553.81 €	
Solde d'exécution de clôture :	18 128.84 €	d'excédent

En investissement

Recettes réalisées :	0 €	
Dépenses réalisées :	0 €	
Solde d'Exécution :	0 €	
Solde reporté	48 176.70 €	d'excédent
Solde d'exécution de clôture :	48 176.70 €	d'excédent

Le résultat global de clôture de l'exercice 2023 s'élève donc à **66 305.54 € d'excédent**.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver ce Compte Administratif ainsi que le Compte de Gestion du Trésor public.

Madame le Maire quitte la salle, laissant la présidence au doyen d'âge Madame Geneviève POMMERAU.

Celui-ci demande à l'assemblée de se prononcer chapitre par chapitre sur le Compte Administratif 2023.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

APPROUVE le Compte Administratif 2023 du Service Assainissement Non Collectif ainsi que le Compte de Gestion 2023.

11. Délibération n°2024.02.17 - Affectation du résultat d'exploitation 2023 – Service Public de l'Assainissement Non Collectif.

Le Conseil Municipal vient d'arrêter les comptes de l'exercice 2023, en adoptant le Compte Administratif qui fait apparaître :

- un résultat excédentaire de clôture de la section d'exploitation de **18 128.84 €** ;
- un résultat excédentaire de clôture de la section investissement de **48 176.70 €**.

La section investissement ne laisse pas apparaître des restes à réaliser pour cet exercice.

Il est donc proposé au Conseil municipal d'affecter le résultat de la section d'exploitation de l'exercice 2023 :

- en report d'exploitation, soit **18 128.84 €**.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

DÉCIDE d'affecter le résultat 2023 de la section d'exploitation de la façon suivante :

- **ligne 002** : excédent d'exploitation capitalisé : **18 128.84 €**.

12. Délibération n°2024.02.18 - Vote du Budget primitif 2024 – Commune.

Pour faire suite aux différentes commissions dont celles des finances élargies des 01 février, 12 et 14 mars 2024, le projet de budget primitif 2024 proposé au Conseil municipal se présente comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
Section de Fonctionnement (1)	3 400 598 € + 1 202 749.84 € (virement section investissement) 4 603 347 € 84	3 521 288.13 € + 1 386 874.93 € (reprise de l'excédent Commune + Caisse des Ecoles) 4 908 163.06
Section d'Investissement	2 733 575.96 €	2 733 575.96 €
TOTAL	7 336 923.80 €	7 641 739.02 €

(1) La section de fonctionnement laisse apparaître en recettes **un suréquilibre de 304 815.22 €**

Il est demandé au Conseil municipal :

- de se prononcer sur le budget primitif 2024 et de le voter par chapitre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

ADOpte le budget primitif 2024.

13. Délibération n°2024.02.19 - Budget primitif 2024 : Fixation des taux d'imposition.

Vu la Commission finances élargie du 14 mars 2024,

Il est proposé au Conseil municipal :

- de **maintenir** les taux d'imposition pour 2024, soit :

	2024	2023
Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties	39.76 %	39.76 %
Taxe Foncière sur les Propriétés non Bâties	46.62 %	46.62 %
Taxe d'habitation	18.38 %	18.38 % (taux figé depuis 2020)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ADOPTÉ les taux ainsi proposés.

14. Délibération n°2024.02.20 - Budget primitif 2024 : Formation des élus.

Madame le Maire fait part du montant alloué pour la formation des élus et les frais de mission en 2023.

- BP 2023 frais de formation dont cotisation DIF (art. 6535) : **1 000 €** réalisé **954 €**
- BP 2023 frais de mission (art. 6532) : **400 €** réalisé **204 €**

Il est proposé pour l'année 2024, de répartir ces frais de la façon suivante :

- 970 € au titre du compte formation dont DIF (art. 65315) ;
- 400 € pour les frais de mission (art. 65312).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

DÉCIDE d'affecter à l'article 63515 du budget primitif 2024 la somme de **970 €** pour la formation des élus.

DÉCIDE d'affecter à l'article 65312 du budget primitif 2024 la somme de **400 €** pour les frais de mission.

15. Délibération n°2024.02.21 - Budget primitif 2024 : Subventions versées aux associations.

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article L. 2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la Commission Générale du 06 mars 2024,

Considérant que les conditions d'attribution et les montants alloués aux associations ont été examinés lors de la Commission générale du 06 mars 2024 ;

Madame le Maire expose les trois conditions relatives à l'attribution des subventions octroyées aux associations.

✚ Condition 1 : les subventions communales ne peuvent être qu'inférieures ou égales à **30%** des recettes propres de l'association.

✚ Condition 2 : le rapport subvention communale / nombre d'adhérents est limité à **40%** de la cotisation demandée par l'association aux adhérents. Les subventions communales ne peuvent être qu'inférieures ou égales à 100 € par an et par adhérent pour les associations extérieures.

✚ Condition 3 : tout disponible financier supérieur à 1000 € et dépassant le tiers des recettes propres de l'association devra être accompagné d'un projet chiffré et planifié dans le temps de son utilisation.

Ces trois conditions réunies fixent le montant maximum possible de subvention pour chacune des associations.

À celles-ci s'ajoutent les conditions d'attributions déjà mises en place, à savoir :

- ✚ Après application des critères d'attribution précités, les subventions inférieures à 50 € ne seront pas versées ;
- ✚ Les associations doivent transmettre tous les documents relatifs à leur demande (contrat d'engagement républicain signé, le bilan financier et moral, assurance, RIB) ;
- ✚ Les associations doivent inviter la municipalité à chaque Assemblée Générale annuelle.

Madame le Maire énonce les montants alloués à chacune des associations à l'aide du tableau ci-annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

FIXE les conditions d'attribution comme suit :

- ✚ Les subventions communales ne peuvent être qu'inférieures ou égales à **30%** des recettes propres de l'association ;
- ✚ Le rapport subvention communale / nombre d'adhérents est limité à 40% de la cotisation demandée par l'association aux adhérents. Les subventions communales ne peuvent être qu'inférieures ou égales à 100 € par an et par adhérent pour les associations extérieures ;
- ✚ Tout disponible financier supérieur à 1000 € et dépassant le tiers des recettes propres de l'association devra être accompagné d'un projet chiffré et planifié dans le temps de son utilisation ;
- ✚ Après application des critères d'attribution précités, les subventions inférieures à 50 € ne seront pas versées ;
- ✚ Les associations doivent transmettre tous les documents relatifs à leur demande (contrat d'engagement républicain signé, le bilan financier et moral, assurance, RIB) ;
- ✚ Les associations doivent inviter la municipalité à chaque Assemblée Générale annuelle.

ADOpte les montants des subventions des associations tels que déterminés dans le tableau ci-annexé à la présente délibération pour un montant total de 50 000 €.

N° réf.	Associations	SUBVENTION VERSEES EN 2023	SUBVENTION 2024	Observations
2	Collège sportive	833,68 €	600,00 €	
3	Foyer socio éducatif	/	/	
5	Elémentaire sportive	/	/	
7	EPMS sportive	/	/	

8	Fanfare les abeilles	2 000,00 €	800,00 €	
10	ES Tennis	/	1 500,00 €	
11	Club d'aïkido	/	150,00 €	-
12	Gâtinais Val de Loing Football	6 827,27 €	5 500,00 €	
13	Roller Hockey	/	500,00 €	
15	ES Gymnastique	10 560,38 €	8 800,00 €	
16	ES Karaté	654,06 €	624,00 €	
30	ES Badminton	/	604,95 €	
48	Qi Gong "le Chant du Corps"	59,22 €	52,20 €	
17	ACCL Cyclisme	/	/	
20	Les Blés d'or	/	489,60 €	
28	Paixao de Portugal	444,00 €	453,00 €	
44	Histoire et Archéologie	/	96,00 €	
49	Futsal	/	/	
51	Club moto les Corneillas	/	480,00 €	
59	Les Amis de l'Hôtel Dieu	/	180,00 €	
18	Bibliothèque pour Tous	2 851,00 €	4 205,00 €	Versement en 2 fois.
22	Comité des Fêtes	1 000,00 €	1 000,00 €	
33	Comité de Jumelage	/	/	
4	Coop. Elémentaire	1 850,00 €	1 770,00 €	
6	Coop. Maternelle	600,00 €	890,00 €	
34	A.P.E.	500,00 €	500,00 €	
54	Les Agités du Local	/	77,10 €	
55	UPUIDES	120,00 €	500,00 €	
	Pigmente ta vie	/	/	
59	RAESEF	/	/	

Subventions exceptionnelles				
22	Comité des fêtes Compte fêtes et cérémonies	5 300,00 €	4 800,00 €	
22	Comité des fêtes Préparation de fêtes	2 625,00 €	2 625,00 €	
44	Histoire et Archéologie Préparation Journées du Patrimoine 2023	2 000,00 €	2 000,00 €	Conditionnelle - projets journées du patrimoine 2024.
44	Histoire et Archéologie	/	1 000,00 €	Montage de photos en rapport avec les JO 2024 - sous réserve.
44	Histoire et Archéologie Préparation	/	2 500,00 €	Impression 300 exemplaires "Château-Landon en Gâtinais".
33	Comité de Jumelage Préparation venue des allemands	/	/	
6	Coopérative école maternelle	500,00 €	500,00 €	Vidéo-projecteur.
35	Créapassion	/	290,25 €	Création d'une tonnelle en osier vivant – conditionnelle.
54	Assoc. LBPC	1 500,00 €	1 500,00 €	Nouveau local.
54	Assoc. LBPC	/	1 500,00 €	Tabarderies 1 et 2 juin - 30 % des factures réelles hors boissons, alimentations, hors cachets – conditionnelle.
34	APE	/	/	
59	Les Amis de l'Hôtel Dieu	/	500,00 €	Le village des jouets.
60	AAPPMA La Gaule du Loing	/	300,00 €	Pêche récréative de truites 14 juillet.
Subventions associations extérieures				
	ASSOC. DES CONCILIEURS DE JUSTICE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS	100,00 €	100,00 €	
	VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE	100,00 €	100,00 €	
	A.C.Ju.S.E.	100,00 €	100,00 €	
	SECOURS POPULAIRE Français	100,00 €	100,00 €	
	LES RESTAURANTS DU CŒUR	100,00 €	100,00 €	
	ASS. POUR LE DON DE SANG BENEVOLE	100,00 €	/	

	France Adot 77	100,00 €	100,00 €	
	Refuge de Nargis	100,00 €	100,00 €	
	La SPA	/	/	
	Divers	/	2 012,90 €	
TOTAL		41 024,61 €	50 000,00 €	

16. Délibération n°2024.02.22 - Vote du Budget primitif 2024 – Service de l’Eau Potable.

Vu la Commission finances élargie du 14 mars 2024,

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget primitif 2024 du Service de Distribution d’Eau Potable et de le voter par chapitre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité,

ADOpte le budget primitif 2024 du Service de Distribution d’Eau Potable arrêté comme suit :

	DEPENSES HT	RECETTES HT
Section d’Exploitation	500 588.22 €	500 588.22 €
Section d’Investissement	492 610.22 €	492 610.22 €
TOTAL	993 198.44 €	993 198.44 €

17. Délibération n°2024.02.23 - Vote du Budget primitif 2024 – Service de l’Assainissement Collectif.

Vu la Commission finances élargie du 14 mars 2024,

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget primitif 2024 du Service de l’Assainissement et de le voter par chapitre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité,

ADOpte le budget primitif 2024 du Service Assainissement arrêté comme suit :

	DEPENSES HT	RECETTES HT
Section d’Exploitation	626 223.60 €	626 223.60 €
Section d’Investissement	672 178.46 €	672 178.46 €
TOTAL	1 298 402.06 €	1 298 402.06 €

18. Délibération n°2024.02.24 - Vote du Budget primitif 2024 – Service Public de l'Assainissement non Collectif.

Vu la Commission finances élargie du 14 mars 2024,

Madame le Maire rappelle la délibération 07.04.12 en date du 13 avril 2007 créant un Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) et informe de la mise en place de ce budget spécifique depuis 2011.

Il est demandé au Conseil Municipal de se prononcer sur le budget primitif 2024 du Service Public de l'Assainissement non Collectif et de le voter par chapitre.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

ADOpte le budget primitif 2024 du Service Public de l'Assainissement non Collectif arrêté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
	En Euros	En Euros
Section d'Exploitation	21 748.84 €	21 748.84 €
Section d'Investissement	48 176.70 €	48 176.70 €
TOTAL	69 925.54 €	69 925.54 €

19. Délibération n°2024.02.25 - Crédits scolaires 2024.

Madame le Maire indique que le Conseil Municipal doit fixer le crédit alloué par enfant pour les dépenses de fournitures scolaires de l'école maternelle ainsi que de l'école élémentaire.

Le montant fixé en 2023 était de :

- **28.50 €** par enfant pour l'école maternelle ;
- **25 €** par enfant pour l'école élémentaire.

L'effectif actuel est de :

- **89 enfants** à l'école maternelle au 04 septembre 2023 (90 en 2022/2023)
- **177 enfants** à l'école élémentaire au 04 septembre 2023 (169 en 2022/2023)

Le budget primitif 2024 a été étudié lors de la Commission Finances élargie du 14 mars 2024.

Il est proposé de maintenir les crédits scolaires fixés en 2023 pour l'année 2024, soit :

- **28.50 €** par enfant pour l'école maternelle ;
- **25 €** par enfant pour l'école élémentaire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

MAINTIENT les crédits scolaires 2024 ainsi :

- **28.50 €** par enfant pour l'école maternelle ;
- **25 €** par enfant pour l'école élémentaire.

DIT que les crédits seront prévus à l'article 6067 du Budget primitif 2024.

20. Étude du rapport d'activité 2021-2022 de la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing.

Ce point est reporté à un Conseil municipal ultérieur (voir « informations »).

21. Délibération n°2024.02.26 - Restauration scolaire.

Madame le Maire expose que le collège a changé son mode de fonctionnement concernant les commandes pour la restauration scolaire.

Dorénavant, celles-ci seront passées tous les semestres au Département de Seine-et-Marne.

Par conséquent, le collège facture désormais les repas des élèves inscrits qu'ils soient présents ou absents.

Afin de limiter les répercussions économiques et le gaspillage liés à ce changement, la Commission scolaire du 24 janvier 2024 a proposé de supprimer les forfaits « 2 repas » et « 3 repas » par semaine pour ne conserver qu'un seul forfait de « 4 repas » par semaine.

De plus, lors de cette commission il a été proposé de réorganiser les quotients familiaux en fusionnant les deux tranches comprises entre 0 et 1 000€.

Vu la Commission scolaire en date du 24 janvier 2024,

Considérant que les changements opérés par le collège Pierre Roux concernant les commandes de repas peuvent engendrer des répercussions économiques et du gaspillage alimentaire ;

Considérant qu'il y a lieu de réorganiser les quotients familiaux ;

Il est proposé au Conseil Municipal de n'appliquer qu'un seul forfait de « 4 repas » par semaine et de réorganiser les quotients familiaux comme suit :

Ecole maternelle et Ecole élémentaire		
TARIFS MENSUELS (sur 10 mois)		
	Q.F. entre 0 et 1000 €	Q.F. sup. à 1001 €
Prix du repas	4.45 €	5.53 €
4 repas / semaine	61.86 €	76.85 €
Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et apportant un panier repas	3.24 € / par repas	

Ticket occasionnel	Ecole maternelle et Ecole élémentaire	
	CH-L	extérieurs
	6.36 €	10.58 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, **à l'unanimité**,

DÉCIDE de mettre en place le forfait unique de 4 repas par semaine à compter du 1^{er} septembre 2024.

DÉCIDE de réorganiser les quotients familiaux à compter du 1^{er} septembre 2024.

FIXE les tarifs comme suit :

Ecole maternelle et Ecole élémentaire		
TARIFS MENSUELS (sur 10 mois)		
	Q.F. entre 0 et 1000 €	Q.F. sup. à 1001 €
Prix du repas	4.45 €	5.53 €
4 repas / semaine	61.86 €	76.85 €
Projet d'Accueil Individualisé (PAI) et apportant un panier repas	3.24 € / par repas	

Ticket occasionnel	Ecole maternelle et Ecole élémentaire	
	CH-L	extérieurs
	6.36 €	10.58 €

DIT que les nouveaux tarifs seront affichés à la porte de la Mairie.

22. Promesse synallagmatique de bail emphytéotique sous conditions suspensives entre la commune Château-Landon et la Générale du Solaire en vue de la réalisation d'une centrale photovoltaïque.

Ce point est reporté à un Conseil municipal ultérieur (voir « informations »).

23. Délibération n°2024.02.27 - Convention bilatérale avec le groupe POLYLOGIS définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire, à savoir la commune de Château-Landon.

Vu l'article L. 2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment les articles L. 441-1, R. 441-5 et R 441-5-2,

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (dite loi ALUR),

Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté,

Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite loi ELAN)

Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS),

Vu le décret n°2020-145 du 20 février 2020 du ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du logement, relatif au nouveau formulaire de demande de logement locatif social et aux pièces justificatives fournies pour l'instruction de la demande de logement locatif social,

Vu le protocole régional francilien sur la mise en œuvre de la gestion en flux du 3 mars 2022,

Considérant qu'à la suite des différentes évolutions législatives, les droits de réservation des logements sociaux des différents réservataires évoluent d'une gestion de stock à une gestion en flux ;

Considérant que les objectifs de la gestion en flux sont d'apporter plus de souplesse et de fluidité dans la gestion des logements locatifs sociaux ;

Considérant qu'une convention de gestion en flux doit être conclue entre la commune en tant que réservataire de logements locatifs sociaux relevant du contingent communal et le bailleur social disposant d'un patrimoine locatif social à Château-Landon ;

Considérant qu'il est nécessaire de se mettre en conformité avec la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 (dite loi ELAN) susvisée ;

Il est proposé au Conseil Municipal de conclure avec le bailleur social Trois Moulins Habitat une convention bilatérale définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire, à savoir la commune de Château-Landon.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

APPROUVE la convention bilatérale, ci-annexée, entre la commune de Château-Landon et Trois Moulins Habitat (Groupe POLYLOGIS) définissant les règles applicables aux réservations de logements locatifs sociaux relevant du contingent du réservataire, à savoir la commune.

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

24. Délibération n°2024.02.28 - Convention de mise à disposition d'un local pour les ateliers « éveil corporel » au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

Vu la convention de mise à disposition de locaux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing pour les ateliers « d'éveil corporel »,

Considérant que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) dispose de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » comprenant la création et la gestion d'un Relais petite enfance (RPE) intercommunal ;

Considérant que dans le souci d'apporter une réponse aux besoins des parents en matière d'accueil des jeunes enfants puis afin de rompre l'isolement des assistants maternels, se sont développés sous forme itinérante des ateliers « d'éveil libre », « bébés lecteurs », puis « d'éveil corporel » dans certaines des communes membres ;

Considérant que pour ce faire, la commune met à disposition des locaux qui parfois ont été adaptés par la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) afin de répondre aux préconisations du Conseil départemental liées à l'accueil du jeune public ;

Considérant que la convention annexée à la présente délibération a pour objet d'encadrer les modalités de mise à disposition du dojo, sis, 8 rue André Gauquelin à Château-Landon afin de permettre à la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) de réaliser les ateliers « d'éveil corporel » prévus par le projet socio-éducatif ;

Considérant que l'utilisation des locaux par le service « petite enfance, enfance, jeunesse » de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) aura lieu sauf exception un lundi matin par mois de 9h30 à 10h15 durant la période scolaire ;

Considérant qu'un planning des dates de présence est communiqué avant chaque début de trimestre ;

Considérant que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) s'engage à respecter de façon optimale les conditions d'hygiène et de sécurité relatives à l'accueil du public mineur, à ne pas faire

de double des clés, à fermer les robinets d'eau, verrouiller les portes et fenêtres et éteindre les lumières après chaque utilisation des locaux, à ne pas intervenir dans l'armoire électrique, ni sur les interrupteurs de chauffage, à maintenir les lieux en bon état de rangement, à prendre toute mesure pour éviter d'éventuelles dégradations, à assurer le rangement et l'entretien des locaux à chaque fin de période d'utilisation et à respecter la capacité d'accueil préconisée par le Conseil départemental ;

Considérant que la commune s'engage à respecter de façon optimale les conditions d'hygiène et de sécurité relatives à l'accueil du public mineur, à ne pas louer les locaux aux périodes définies pour les ateliers, à maintenir en parfait état de fonctionnement et de sécurité les installations mises à disposition ainsi que le système de protection incendie, à dégager la salle de tout encombrement avant la mise en place des animations, à assurer l'entretien des espaces verts sur les sites où il y a lieu de le faire et par mesure de sécurité en dehors de la présence des enfants, à faire intervenir gracieusement, sur demande de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL), un agent pour toute intervention technique nécessaire lors de l'occupation des locaux et à fournir les différents agréments et l'attestation de conformité des équipements ;

Considérant que la commune pourra conserver les biens incorporés lors des aménagements préconisés par les partenaires institutionnels ou exiger de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) la remise en l'état initial ;

Considérant que le matériel ou mobilier utilisé pour la réalisation du service pourra, sur la base d'un avenant à la convention, faire l'objet d'une mutualisation dont les termes y seront détaillés ;

Considérant que la mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) ;

Considérant que la mise à disposition est consentie du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ;

Considérant qu'elle sera ensuite renouvelée par tacite reconduction par période d'un an, dans la limite de trois années consécutives ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

APPROUVE la convention de mise à disposition de locaux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing pour les ateliers « d'éveil corporel »,

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention et tous les documents y afférents ;

AUTORISE Madame le Maire à notifier la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing.

25. Délibération n°2024.02.29 - Convention de mise à disposition d'un local pour les ateliers « bébés lecteurs » au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val de Loing.

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2121-29,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing,

Vu la convention de mise à disposition de locaux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing pour les ateliers « d'éveil libre »,

Considérant que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) dispose de la compétence « action sociale d'intérêt communautaire » comprenant la création et la gestion d'un Relais petite enfance (RPE) intercommunal ;

Considérant que dans le souci d'apporter une réponse aux besoins des parents en matière d'accueil des jeunes enfants puis afin de rompre l'isolement des assistants maternels, se sont développés sous forme itinérante des ateliers « d'éveil libre », « bébés lecteurs », puis « d'éveil corporel » dans certaines des communes membres ;

Considérant que pour ce faire, la commune met à disposition des locaux qui parfois ont été adaptés par la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) afin de répondre aux préconisations du Conseil départemental liées à l'accueil du jeune public ;

Considérant que la convention annexée à la présente délibération a pour objet d'encadrer les modalités de mise à disposition de la bibliothèque, sise, 3 rue Moïse à Château-Landon afin de permettre à la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) de réaliser les ateliers « bébés lecteurs » ;

Considérant que l'utilisation des locaux par le service « petite enfance, enfance, jeunesse » de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) aura lieu sauf exception une fois par mois le mercredi ou le vendredi matin de 9h30 à 10h30 ;

Considérant qu'un planning des dates de présence est communiqué avant chaque début de trimestre ;

Considérant que la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) s'engage à maintenir les lieux en bon état de rangement, à prendre toute mesure pour éviter d'éventuelles dégradations, à assurer l'entretien des locaux à chaque fin de période d'utilisation, à respecter les règles de capacité d'accueil préconisées par le Conseil départemental, à assurer la mission par le biais de l'animateur référent potentiellement accompagné d'intervenants bénévoles, à respecter le règlement intérieur de la structure d'accueil ;

Considérant que la commune s'engage à respecter de façon optimale les conditions d'hygiène et de sécurité relatives à l'accueil du public mineur de 0 à 3 ans, à conserver la « salle » disponible aux périodes définies pour les ateliers « bébés lecteurs », à maintenir en parfait état de fonctionnement et de sécurité les installations mises à disposition ainsi que le système de protection incendie, à intervenir gracieusement, sur demande de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL), un agent pour toute intervention technique nécessaire lors de l'occupation des locaux et à fournir les différents agréments et l'attestation de conformité des équipements ;

Considérant que la mise à disposition des locaux est consentie à titre gracieux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing (CCGVL) ;

Considérant que la mise à disposition est consentie du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024 ;

Considérant qu'elle sera ensuite renouvelée par tacite reconduction par période d'un an, dans la limite de trois années consécutives ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**,

APPROUVE la convention de mise à disposition de locaux au profit de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing pour les ateliers « bébés lecteurs ».

AUTORISE Madame le Maire à signer ladite convention et tous les documents y afférents.

AUTORISE Madame le Maire à notifier la présente délibération à Monsieur le Président de la Communauté de Communes Gâtinais Val-de-Loing.

26. Délibération n°2024.02.30 - Avis sur la demande déposée par HAROPA PORT/Paris en vue du renouvellement de l'autorisation de dragage et de gestion des sédiments sur l'ensemble des ports qu'il exploite pour la période 2024-2034.

Vu le code de l'environnement,

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n° 2012/DCSE/E/047 du 30 novembre 2012 encadrant les opérations du plan décennal de dragage d'HAROPA PORT Paris ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2024/02/DCSE/BPE/E du 15 février 2024 portant ouverture de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale présentée à la direction territoriale de Paris du Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine (dit HAROPA PORT /Paris) en vue du renouvellement de l'autorisation de dragage et de gestion des sédiments sur l'ensemble des ports qu'il exploite, pour la période 2024-2034,

Considérant le dossier de demande d'autorisation environnementale présenté au titre des articles L 181-1 et suivants du code de l'environnement par HAROPA PORT Paris en vue du renouvellement de l'autorisation de dragage et de gestion des sédiments sur l'ensemble des ports qu'il exploite, pour la période 2024-2034 ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation environnementale est complet et régulier et qu'il y a lieu de le soumettre à enquête publique, conformément aux dispositions du code de l'environnement ;

Considérant que la Seine-et-Marne est le département où le linéaire de cours d'eau potentiellement impacté par les dragages d'HAROPA PORT est le plus important ;

Considérant que l'enquête publique prescrite, d'une durée de 36 jours consécutifs, se déroule du 2 avril 2024 9h au 7 mai 2024 à 17h et dont le siège est fixé en mairie de MONTEREAU-FAULT-YONNE ;

Considérant que l'enquête publique concerne les communes limitrophes dont CHATEAU-LANDON fait partie ;

Considérant que les conseils municipaux de ces communes sont appelés à donner leur avis sur le projet dès l'ouverture de l'enquête publique et au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture de l'enquête ;

Considérant qu'il convient au Conseil municipal de la Commune de CHATEAU-LANDON d'émettre un avis sur le projet ci-dessus ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**.

ÉMET un avis **FAVORABLE** à la demande déposée par HAROPA PORT/Paris en vue du renouvellement de l'autorisation de dragage et de gestion des sédiments sur l'ensemble des ports qu'il exploite pour la période 2024-2034.

27. Délibération n°2024.02.31 - Instauration de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

Madame le Maire expose qu'afin d'amortir le choc de l'inflation et de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics, il est souhaitable d'instaurer la prime forfaitaire de pouvoir d'achat selon les modalités énoncées ci-dessous.

LES BENEFICIAIRES ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

La présente prime est attribuée aux agents fonctionnaires titulaires et stagiaires ainsi qu'aux agents contractuels de droit public sous réserve de remplir les conditions cumulatives ci-dessous :

- avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023.

La rémunération brute prise en compte est celle perçue au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, déduction faite de la prime de garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et de la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées.

Sont exclus du bénéfice de cette prime :

- les agents contractuels de droit privé ;
- les vacataires ;
- les apprentis ;
- les stagiaires gratifiés ;
- les personnels éligibles à la prime de partage de la valeur prévue au I de l'article 1^{er} de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022.

LA DETERMINATION DU MONTANT

Les montants pouvant être alloués varient en fonction de la rémunération de l'agent sur la période de référence. Dans la limite du plafond prévu pour chaque niveau de rémunération défini, il appartient à l'organe délibérant de la collectivité de déterminer le montant de la prime.

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Plafond maximum de la prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet
Inférieure ou égale à 23 700 €	800 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	700 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	600 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	500 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	400 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	350 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	300 €

Le montant de la prime, est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023.

Lorsque l'agent n'a pas été employé et rémunéré pendant la totalité de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, le montant de la rémunération brute est divisé par le nombre de mois rémunérés sur cette même période puis multiplié par douze pour déterminer la rémunération brute.

Lorsque plusieurs employeurs publics ont successivement employé et rémunéré l'agent au cours de la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023, la rémunération prise en compte est celle versée par l'employeur qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023, corrigée si besoin pour correspondre à une année pleine.

LES CONDITIONS DE VERSEMENT

Cette prime est versée par l'employeur public qui emploie et rémunère l'agent au 30 juin 2023. Lorsque plusieurs employeurs publics emploient et rémunèrent l'agent au 30 juin 2023 la prime est versée par chacun d'entre eux.

Cette prime est versée en un versement unique sur les salaires du mois de Mai 2024. La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle n'est pas reconductible.

LES CONDITIONS DE CUMUL

Cette prime est cumulable avec toute autre prime et indemnité perçue par l'agent, à l'exception de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics civils de la fonction publique de l'Etat et de la fonction publique hospitalière ainsi que pour les militaires.

L'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fait l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Il est donc proposé au Conseil Municipal d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat ;

Vu le décret n° 2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 12 mars 2024 ;

Considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'**unanimité**.

DÉCIDE que la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents remplissant les conditions réglementaires, et selon les modalités exprimées dans le tableau suivant.

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Prime de pouvoir d'achat pour un poste à temps complet
Inférieure ou égale à 23 700 €	400 €
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	350 €
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	300 €
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	250 €
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	200 €
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	175 €
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	150 €

PRÉCISE que cette prime sera versée en intégralité sur les salaires du mois de mai 2024.

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au budget.

AUTORISE Madame le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La séance est levée à 21h45

Publication électronique :

Le Maire,
Valérie LAGILLE

Le secrétaire de séance,
Florence GUIGNON